L'HÉMISPHÈRE,

Journal Littéraire et Politique.

NO. XXXVI. PHILADELPHIE, 13 OCTOBRE, 1810. VOL. II.

TEL EST L'EFFET DE LA VÉRITÉ, ON LA REPOUSSE; MAIS EN LA REPOUSSANT ON LA VOIT, ET ELLE PÉNÈTRE.

OUVRAGE NOUVEAU.

NOTICES

SUR L'INTÉRIEUR DE LA FRANCE

[CONTINUATION.]

L'OPINION PUBLIQUE.

Le mot était dit: "*La constitution nomme* Bonaparte *prémier consul de la République.*" Par ce mot que Bonaparte prononça bientôt après son 18 Brumaire, à la face de trente millions de Français et a celle de l'univers attentif, il décela son mépris pour l'opinion publique, car personne, en France au moins, n'ignorait que cette constitution qui le nommait, avait été dictée par lui-même au chateau du Luxembourg à Paris. Des personnes qui alors l'entouraient de près lui firent sentir l'inconvenance d'un tel aveu, mais il riait de la timidité de leurs conseils et traitait d'abstraction métaphysique cette *opinion* qu'ils regardaient comme une précieuse prérogative de l'homme en société, et comme un appui pour les gouvernemens.

Le premier pas que le mépris de l'opinion publique avait dicté, était fait; sa réussite devint la base d'un système dont les conséquences, calculées d'avance, se développaient avec rapidité: *au moment même plus de liberté de la pensée et de la presse!* Bientôt il ne fut plus permis de dire et de penser que ce que le premier consul voulut qu'on dît et qu'on pensât. L'opinion publique ne devait plus être la conscience morale de la meilleure partie de la nation, librement manifestée; elle ne devait former qu'un instrument dans la main du consul pour ses vues particulieres; c'est sa personne qui devait en être et la source, et le but, et le foyer constant; c'est lui-même qui voulait la diriger, la maîtriser, il voulait la produire. Une telle opinion publique n'en est pas une; la véritable se réfugia au fond des cœurs, où elle se tient encore cachée.

Bientôt après le 18 Brumaire, la maxime de Bonaparte fut érigée en principe d'état, le principe fut développé et organisé en systême, et le systême a été mis en pratique avec une invariable constance, et par tous les moyens qui sont à la disposition du pouvoir suprême; ces moyens étaient: les *fonctionnaires publics* et les *feuilles du jour.*

La premiere application que trouva le systême, ce fut à l'époque où les Français furent appelés à voter sur la constitution de l'an VIII, la même qui nomma son auteur, pre-

mier consul. Lorsque le résultat des votes fut proclamé, on n'eut garde de faire mention des moyens qui avaient été employés pour lui assurer une majorité décisive. C'est qu'aucun moyen, quelque méprisable qu'il pût être, n'avaient été négligé par les fonctionnaires publics, pour l'obtenir. Ils avaient été mis tous en haleine : et poussés par des espérances ou des appréhensions que leur présentait l'avenir, ils faisaient naître ou les unes ou les autres dans ceux dont ils demandaient les votes. Les fonctionnaires voulaient ou conserver leurs emplois, ou en obtenir d'autres ; les citoyens voulaient acquérir le repos promis, ou en acheter l'espérance. Le mécanisme du procédé assurait la réussite de toute opération semblable pour la suite, et devint la base de tous les phénomenes qui ont étonné le monde. Réussite complette lors de l'émission des votes sur le consulat de dix ans ; réussite complette à l'époque de celle sur le consulat à vie. Les moyens employés dans ces deux circonstances se signalaient encore bien plus par le mépris de toute décence et de délicatesse, que ceux de la premiere expérience. La tactique de la révolution fut toute mise en usage, et elle le fut avec une méthodique énergie. D'après la premiere tentative, Bonaparte et ses suppôts savaient ce qu'on pouvait oser, mais ils avaient aussi appris qu'il ne fallait plus rien espérer de la bonne volonté et du libre assentiment ; dans l'espace de tems qui s'était écoulé depuis l'acceptation de la constitution, bien des promesses que Bonaparte avaient faites, n'avaient pas été remplies ; bien des espérances avaient été détruites ; les yeux de la nation étaient dessillés ; souffrante comme elle était, elle craignait d'être plus mal ; cette crainte la dominait ; et le gouvernement en profita. Tout ce qu'il y avait d'employés dans les communes, fut mis en campagne. Il n'y a pas de ville en France où l'on n'ait vu ces employés courir avec leurs régistres de porte en porte, pour exiger les signatures des habitans, qui depuis longtems dégoûtés de l'exercice des droits de cité, ne se souciaient pas d'aller voter à la maison de ville. Chercher des voix qui n'arrivaient pas d'elles-mêmes, c'était le moyen de s'assurer qu'aucune ne serait omise. Personne n'osait donner un refus à un fonctionnaire qui pouvait, en tems et lieu, lui devenir nuisible ou utile, et c'est ainsi que l'aspect d'un chétif homme de la municipalité faisait souvent naître des signatures que la déférence pour le chef suprême de la nation n'aurait pas effectuées. L'envoyé de l'administration eut intérêt d'allonger la série de ses signatures, parce qu'il s'en fit un mérite auprès de ses supérieurs, et il trouva tel habitant dans l'intérieur des maisons, bon pour coucher son nom sur le papier, qui n'aurait pu, sous aucun titre, paraître dans l'assemblée des citoyens.*

Les procédés pour tendre les ressorts de la crainte ou de l'espérance, ont varié à l'infini d'après les localités. Il y a eu des administrations locales qui, pour activer l'œuvre des votes, ont employé jusqu'à des gendarmes, et ces administrations n'ont pas été les plus mal servies.—Certain maire, homme à caractere, fit mander tous les citoyens de sa petite commune à la maison de ville. Les ayant rassemblés dans la cour, il en fit fermer toutes les issues et leur don-

* En Hollande les Français ont étonnamment perfectionné le système des votes. Lors de l'acceptation des deux dernieres constitutions, celle de Schimmelpenninck et celle du Roi Louis, on a compté comme affirmatif le silence de tous ceux qui, ayant droit de voter, n'étaient pas venus en faire usage. C'était chaque fois la grande majorité.

na lecture de la circulaire qui lui prescrivait de faire voter. " Vous vo-
" yez, Messieurs," leur dit-il " ce
" que je suis obligé de faire ; aucun
" de vous ne sortira d'ici qu'il n'ait
" inscrit son vote *pour* ou *contre* le
" consulat à vie ; il est dit que vous
" pouvez l'un ou l'autre, il n'est pas
" dit que vous puissiez refuser l'un
" et l'autre." Tous s'empresserent de voter, et tous voterent *pour* le consulat ; c'est que tous voulurent sortir, et tous craignirent de ne pas sortir, votant autrement. La commune obtint de grands éloges dans le Moniteur sur " *l'empressement et l'unanimité* avec lesquels elle avait émis ses voix. La chose était vraie à la lettre, et le maire eut obtenu cet empressement et cette unanimité, comme il aurait su mériter cet éloge, quand même il n'aurait pu rassembler tous ses administrés dans l'enceinte d'une cour.—J'ai vu un administrateur, d'ailleurs honnête homme, recueillir dans son ressort des voix de femmes ; et des croix et autres signes, tracés par des votans, ne sachant pas écrire, étaient quelque chose de très-ordinaire dans les régistres de toutes les contrées.

Outre l'autorité locale de chaque endroit, les différens fonctionnaires et autorités y résidans étaient encore chargés d'ouvrir les régistres pour les votes, tels que les tribunaux, les notaires, les juges de paix, les différens greffiers. Un chef-lieu de département, d'une toute modique étendue, pouvait avoir plus de vingt régistres ouverts dans son sein : un à la préfecture, un à la mairie, un au tribunal criminel, un au tribunal civil de l'arrondissement, quatre dans autant de justices de paix, six chez autant de notaires, six chez les greffiers des autorités judiciaires dénommées ; outre ces vingt régistres, il pouvait y en avoir encore, comme dans quelques endroits, chez les commissaires de police, comme délégués de la mairie. Par dessus tous ces registres, il en était encore quelquefois une espece et c'était un dégoût de les voir, comme c'en est un de les citer) répandus dans les maisons publiques, auberges, estaminets, cabarets, roulant dans la saleté de leurs tables, entre les verres et les bouteilles. La multiplicité des régistres favorisait naturellement, par les doubles emplois, la multiplicité des votes ; elle rendait toute recherche sur l'identité des individus signataires non-seulement impossible, mais elle devait l'empêcher. C'est ainsi que les mêmes personnes se trouvaient inscrites sur nombre de régistres à la fois : régistres de municipalités, tribunaux, études de notaires, bureaux de greffiers, auberges et cabarets. Partout on trouvait plumes et encre ; partout des gens officieux qui en présentaient. On a vu des plaisans, et ce sont des faits connus, qui se sont amusés à donner leur signature quinze et vingt fois dans la même commune.

Ces votes allaient à Paris grossir, dans le Moniteur et les autres feuilles, ces résultats tant prônés et étalés avec tant d'emphase. Mais s'il est vrai d'un côté qu'on n'était pas très scrupuleux à vérifier les votes affirmatifs, il faut aussi convenir de l'autre côté, qu'on se montrait peu rancuneux sur les votes contraires. A Paris, on ne se donnait pas la peine de lire les noms qui étaient inscrits en faveur d'une proposition, parce qu'on ne demandait que le nombre ; de même, on ne regardait pas de très-près ceux qui s'étaient portés du côté opposé, puisqu'il suffisait qu'ils ne formassent pas de contrepoids ; en ce cas sans doute on les aurait plus attentivement fixés. Ce procédé ne dénote pas de la générosité, il prouve seulement

qu'on ne visait qu'au résultat ; les petits élémens qui le composent, les individus, n'entrent pas en considération devant cette grande individualité, dans laquelle ils doivent tous venir se perdre. Les citoyens qui ont voté en faveur de différentes propositions, n'ont pas été plus favorisés, et il faut l'avouer, ceux qui se sont prononcés en sens contraire, n'ont pas été molestés jusqu'ici ;* mais les uns ne pouvaient être favorisés, vu leur grand nombre ; les autres pouvaient être molestés, vu leur saillante minorité : il fallait donc toujours ce genre de courage qui ne calcule pas les chances, lorsqu'il s'agit de satisfaire à la voix de la conscience.

Depuis la premiere opération, relative aux votes, les fonctionnaires publics sont restés en possession de servir d'instrumens à Bonaparte, pour façonner une opinion comme il en avait besoin. Nous avons vu comment les administrateurs soutenaient cette opinion par tous les moyens à leur disposition, et en toutes circonstances. Le second grand véhicule, qui marchait de front avec le premier, c'était celui des *feuilles du jour*. Le Moniteur fut érigé, deux mois après que Bonaparte eut pris les rênes du gouvernement, en "*seul journal officiel*," prédicat qu'il porte en titre depuis cette epoque. Mais ses articles politiques devinrent bientôt si rares, si monosyllabiques et réservés, que les autres feuilles, se voyant frappées d'une stérilité désespérante, se plaignirent amerement de celle de leur modele. Plus de réflexion autre que celle que le gouvernement avait émise, ou qui fût dans son sens. La terreur était parmi les journalistes : *suspension* et *suppression*, c'étaient les deux mots que la police faisait continuellement sonner à leurs oreilles effrayées. Bientôt tous les journaux n'eurent plus qu'une même physionomie, et qu'un même style et langage : celui du gouvernement. —Ce qu'il y avait de cruel dans la position des journalistes, c'était l'incertitude, dans laquelle ils flottaient sur le choix des matieres, des tournures, et des expressions. Et ce qui cumulait sur leurs têtes toutes les terreurs de l'arbitraire, c'est qu'il n'existe pas en France de censure, semblable à celles établies dans tous les autres états : on insinue aux écrivains qu'ils sont responsables de ce qu'ils auront écrit ; mais on ne leur dit pas, comment ils ont à s'y prendre pour mettre leur responsabilité à couvert. Chaque phrase donne prise sur celui qui l'a écrite, et à tout instant les pauvres journalistes sont mandés à la police, pour rendre compte de tel ou tel passage : on leur enjoint, sous peine de suppression de leurs feuilles, de s'abstenir dorénavant de toucher tel ou tel objet. Et ce qui caractérise bien l'auteur soupçonneux de ces ordres, c'est qu'on fait chaque fois défense au journaliste effrayé, de parler de l'injonction à lui faite, de ne plus toucher la matiere épineuse. Sans doute le journaliste réprimandé n'en parle pas, car ce serait discréditer sa feuille ; mais le public s'en aperçoit bientôt par la prudence silencieuse qu'elle observe.

Sur les traces du Moniteur, les feuilles du jour ont un double sys-

* Le secrétaire de préfecture, Masson, à Coblence, qui vota contre le consulat à vie, a gardé sa place, et n'y a pas été troublé Il y a eu peu de fonctionnaires, qui aient voté négativement, ou peut-être il n'y en a point eu du tout. Je n'ai dans aucune circonstance voté pour l'affimative. Voulant m'inscrire négativement, mes collegues en fonctions, ou les fonctionnaires tenant régistres, m'en détournerent chaque fois, en me présentant les inconvéniens qui pouraient en résulter pour eux.— Je me suis donc borné à exprimer mon vote négatif, par mon silence ; je ne puis dire qu'il ait produit des suites fâcheuses pour moi : du moins n'ont-elles pas été directes.

tême à suivre, pour travailler l'opinion publique. L'un, je l'appellerais le systême *négatif*. Depuis le 18 Brumaire, le Moniteur affecte une réserve et une circonspection extrême sur des sujets peu importans et connus de tout le monde.—Plus ces objets sont futiles et plus il en parle tard. C'est que le gouvernement veut faire sentir par-là qu'aucun objet, qu'aucune pensée ne doit occuper le public, qu'autant qu'il l'ait permis, en en prenant l'initiative —Telles sont les annonces, quelquefois tardives, des présentations à la cour, des fêtes et cercles, des messes et parties de chasse.

Le *Systême positif* pour travailler l'opinion publique, consiste à débiter des actes de la plus basse adulation et de la servitude la plus honteuse, qui, pour l'honneur du siecle, n'auraient jamais dû voir le jour, et qui tôt ou tard serviront à completter l'acte d'accusation contre la génération actuelle, ces discours, adresses, lettres des fonctionnaires publics, grands et petits, pieces de commande, tournant toutes éternellement autour du même point, la gloire d'un seul homme. Nous avons vu, comment elles sont produites. Mais les débiter avec la même profusion avec laquelle elles arrivent à Paris: les débiter avec cette mine d'empressement, comme si rien ne pouvait égaler l'intérêt qu'y prend le public, tandis que rien n'égale le dégoût avec lequel il se détourne de ces rébutantes productions; les débiter avec cet air de scrupule, qui ne se permet pas de soustraire une seule syllabe à l'affection impatiente des Français; c'est combler le mépris pour l'opinion publique par le sourire de la plus atroce ironie.—Et combien de fois le Moniteur n'a t-il pas poussé cette ironie au point de faire ses excuses au public, si l'affluence et l'interminable longueur des pieces ne lui permettaient que de les donner par extraits. Le public a fait justice du Moniteur depuis long-tems; depuis long-tems le nombre de ses abonnés était si petit, que son existence a été menacée; mais le gouvernement était là; et l'ordre donné à toutes les autorités de la France, civiles et militaires, de s'abonner, a sauvé la feuille. Sans les bulletins militaires et les incartades diplomatiques qu'il lance de tems en tems dans l'arêne, maint fonctionnaire public même se dispenserait de le déplier.

Pour completter l'oppression positive de l'opinion publique, il fallait que le gouvernement appelât à son secours les mandemens des archevêques et évêques, et les articles qui se reproduisent de tems à autre, sur les fêtes religieuses dans les dioceses de France. Même solicitude à rapporter, même importance à étaler ces pieces et ces nouvelles, que dans l'allegation des objets mondains.

Quiconque a une légere idée du degré de civilisation et des lumieres dont la France jouit, sentira facilement le ridicule que le gouvernement donne à un peuple spirituel et par sa nature raisonneur, en lui présentant avec solennité des productions, dont il n'est nullement curieux. Le Français aime à lire, mais personne en France—qui pourrait en douter ?—ne lit ces singulieres compositions, qui dans un langage, moitié judaïque, moitié chrétien, étalent des idées obsoletes, des tournures et des expressions devenues étrangeres à un siecle, qui ce rapelle les grands écrivains qui l'ont précédé. Même ceux qui tiennent aux principes sur lesquels se basent ces pastorales, se sentent rebutés de leurs formes qui ne sont plus celles du tems. Le tems n'est plus celui des mandemens. Il y a eu des hommes religieux et dévoués au gou-

vernement qui ont sérieusement désiré qu'il fût prescrit aux archevêques et évêques de n'écrire qu'en latin. Les rieurs trouveraient moins de prise, et les hommes de bonne foi moins de scandale. Pendant que personne n'a le courage de lire ces longues allocutions, Bonaparte a celui de se voir comparer avec tout ce qui a joué un rôle dans l'ancien testament; tantôt il est Josué, tantôt Sennachérib ou Cyrus. On l'a déjà fait passer sur les murs de mainte ville métropole, pour le lion de la tribu de Judas, et pour l'immense Béhemot. Un orateur dans le sénat (François de Neuf-chateau, si je ne me trompe) dit un jour à Bonaparte qu'il avait tous les genres de courage, hormis celui de s'entendre louer selon son mérite; parmi ces genres de courage que l'orateur avait comptés, était sûrement aussi celui de se voir comparer sans songer à tous les personnages sacrés.

On conçoit qu'un imprimeur de diocese peut gagner à l'impression de ces compositions épiscopales, et que ces larges pancartes, ornées en tête de la crosse et de la mître, peuvent fort convenablement tapisser les coins des rues d'une ville de province; mais que dire d'un gouvernement qui ose les consigner comme des pieces authentiques, caractérisant l'esprit de la nation et l'opinion qui régna parmi elle? En voulant faire accroire au monde qu'il a fait descendre ceux qu'il gouverne, vers un degré plus bas de lumieres, il leur indique le point auquel il a intention de les faire parvenir. Si dans les pays éloignés de la France on a pu être un instant induit en erreur par la multitude des adresses et des discours politiques, on ne peut pas balancer sur l'interprétation à donner à ces compositions théologiques; le Français gémit de ceux-là, il ne lit pas celles-ci. Dans les uns comme dans les autres l'opinion publique voit ces chaînes. Et ce qu'il y a de remarquable, c'est que Bonaparte n'a pas eu la satisfaction de voir les journaux, quelque serviles qu'ils soient, rapporter les mandemens, comme ils rapportent les adresses; et jusqu'au religieux abbé GEOFFROY, ils ont préféré farcir leurs pages de critiques de théâtres et de livres, plutôt que de les remplir des passages de l'écriture sainte qui dans les minces colonnes in folio du Moniteur, s'élevent comme des piliers gothiques vers une voûte ténébreuse.

En passant en revue tout le tems où Bonaparte a gouverné, chaque acte émané de lui se fond plus ou moins sur une violation de l'opinion publique, ou en est une: en administration, en finances, en instruction publique, en fait de commerce, d'industrie, de religion, de diplomatie, ce qui se fait est toujours le contraire de ce que l'opinion réclame: on ne l'interroge pas; quand la mesure est exécutée, on fait parler l'opinion qu'on commande, par les organes dont on dispose.—Il en fût ainsi du concordat, de la légion d'honnenr, des sénatoreries, de la création des grands, des princes, du trône.—Surtout chaque impôt nouveau est une violation ouverte de l'opinion, chaque discours qui l'accompagne, chaque rapport qui le précede ou le suit, en est une. . . . . Nous verrons des impôts qu'on appelle des *déficits*.* Et comment en serait-il autrement? L'existance de celui qui gouverne, a la violation de l'opinion pour base. Il existe dans le *code des délits et des peines* un article portant: que quiconque, proposerait le gouvernement d'un seul, y provoquerait par des propos,

* Voyez l'article *FINANCES*.

discours, écrits, ou par tout autre moyen quelconque, serait puni de mort.* Bonaparte s'est fait Empereur, le *Code des délits* et *des peines* a depuis fait prononcer bien des sentences, et est en pleine vigueur jusqu'au jour d'aujourd'hui.

Si Bonaparte, comme chef de gouvernement, a donné la mesure de son mépris pour l'opinion publique, il ne l'a pas moins manifesté dans le systême de ses mœurs privées Sa conduite à l'égard de son épouse est remarquable. Lorsqu'il tendit la main vers la couronne impériale, on crut assez généralement qu'il trouverait des raisons pour ne pas associer Madame de Beauharnois à sa nouvelle gloire. On s'attendait à voir dans l'acte d'avénement au trône de l'époux un acte de répudiation pour l'épouse. La stérilité d'un mariage de près de dix ans pouvait devenir une raison d'état pour le fondateur d'une branche régnante. D'autres raisons militaient en faveur de cette hypothese. Le public, toujours plus porté à croire le mal que le bien, voulait trouver dans des liaisons antérieures de Madame Bonaparte des motifs pour élever des doutes sur la pureté de ses mœurs. Supposition vraies, ou fausse! on crut que la réputation de Madame Bonaparte serait trouvée plutôt capable de ternir que de rehausser le lustre d'une couronne impériale. On s'était trompé. Bonaparte la posa sur la tête de son épouse. On a dit qu'il le fit, pour ne pas ébranler la religion catholique, dont il avait besoin pour ses fins ultérieures; mais il semble qu'il ne lui aurait pas été plus difficile de se faire divorcer que de se faire couronner. On a dit qu'il le fit, pour afficher la décence des mœurs privées et le respect pour la morale domestique; mais il aurait trouvé plus de motifs de décence et de morale pour dissoudre son alliance, que pour la continuer. On a dit qu'il le fit par un sentiment de reconnaissance: mais en avait-il jamais montré envers les Siéyès, les Lucien Bonaparte, les Rœderer les Clarke et tant d'autres, auxquels il devait la fondation de sa grandeur politique? On a dit qu'il aurait consommé la répudiation, si, en montant au trône, il eût pu obtenir la main d'une princesse, appartenante à une maison illustre de l'Europe. C'est possible; mais ce qui est vrai, c'est qu'en élevant son épouse Madame Bonaparte, au trône, il voulut dire qu'il méprisait l'opinion publique, et que, se trouvant au dessus d'elle, quelle qu'elle put être, il ne saurait, dans ces déterminations, être influencé par elle. Il a dit à l'univers que l'opinion publique devait se régler sur ses actions, mais que celles-ci n'avaient pas besoin de consulter l'opinion publique. —En associant son épouse à la couronne, Bonaparte a déclaré la cidevant Madame de Beauharnois devenue Madame Bonaparte irréprochable, il a prescrit à l'univers de la croire telle et de la réhabiliter.— C'était se dire tout-puissant que d'en agir ainsi de la force morale, dite *opinion*.

Voilà l'état de l'opinion publique si ce nom toutefois convient a une opinion captive et factice. Voilà comme Bonaparte a voulu l'opinion publique. Il a voulu en même tems que le moniteur en fût le représentant. Autant vaudrait pour les Français ne pas avoir d'opinion publique, que celle que le gouvernement appelle ainsi. Mais il est remarquable que celui qui l'a voulue telle, était le maitre de n'en admettre aucune, et d'en anéantir jusqu'aux dernieres

* Je n'ai pu me procurer ce code; les termes de l'article cependant ne différeront pas beaucoup de ceux-ci; je cite de mémoire.

traces ; mais il lui fallait une voix qui parlât hautement, car tout homme cherche un public ; le silence absolu aurait tourmenté l'ambitieux; il fallait se créer une opinion publique, car elle est la conscience des gouvernans. Bonaparte a fait l'aveu qu'il en a besoin : il ambitionne puérilement la faveur d'un article de gazette, il en craint le blâme et le venge avec acharnement! Cet aveu, qu'il soit la consolation du genre humain! Bonaparte reconnaît les droits de l'opinion, il reconnaît ce tribunal, et le craint: il y aura donc encore un jugement pour lui! . . . Et ce jugement aura lieu; il sera terrible, car l'explosion de l'opinion, si long-tems et si violemment comprimée, le sera.

En attendant, il veut que l'opinion soit une et la même en tout lieu ; qu'elle soit partout au dehors, comme en France ; et il a réussi à faire adopter dans la plus grande partie du continent, le préliminaire de son opinion publique, la terreur. Il y est parvenu par des réquisitions et notes ministérielles chez les uns, par des menaces chez les autres, et chez d'autres encore il a négocié par des commissions militaires, des arrestations, des jugemens par contumace, des sentences de mort, et des fussillades.

Le Moniteur, survivant à la liberté du genre humain éleve son front altier sur les contemporains.— Si le silence convenait, le Moniteur disparaîtrait aussi. *Bonaparte—et le Moniteur.*—C'est Néron, désirant que Rome entiere n'ait qu'une seule tête, pour l'abattre d'un seul coup.

LE TRONE ET L'AUTEL.

C'est une opinion assez commune, et même assez souvent énoncée dans des écrits : que Bonaparte a montré une profonde connaissance de la nation française, en rétablissant le trône et l'autel. Pour le trône l'esprit frivole des Français tient à son éclat, dit-on, et ne peut s'en passer ; pour rendre les Français heureux, il fallait leur rendre ce qui pouvait flatter leur vanité.

Il serait assez difficile de prouver, ce me semble, que Bonaparte eût rétabli le trône pour l'amour des Français, tandis qu'on n'a pas besoin de démontrer qu'il l'a élevé pour lui.—D'ailleurs il faudrait encore faire voir que cette maniere de flatter la vanité des Français, fût la vraie et convenante.

Examinons les habitans de la France d'après les différentes nuances que la diversité des opinions politiques constitue parmi eux. Nous apercevons d'abord la classe des partisans de l'ancienne monarchie, désignés dans la révolution par le nom de *royalistes*. Ceux-là ne tiennent sûrement pas au trône de Bonaparte; ce serait un soupçon outrageant pour eux ; leur trône est celui des Bourbons. Plus qu'aucune autre classe, celle-ci porte la haine dans le cœur, et elle la manifeste partout où elle le peut sans danger. Il est des cercles dans la capitale, où personne n'est admis, a moins d'être issu d'une de ces familles célebres qui formaient autrefois les colonnes de la monarchie. Les prédicats de *Monsieur le Duc*, *Monsieur le Comte*, *Monsieur le Vicomte* et *Marquis* sont les seuls qu'on entende dans ces cercles, et ils sont même répétés avec affectation, puisqu'ils sont employés par la morgue. Ces royalistes, tous plus ou moins victimes de cette révolution, qui les a privés de leur fortune et de leurs honneurs ; anciens émigrés ou exilés, ne peuvent se réconcilier avec un gouvernement qui lui-même est le résultat de la révolution, et qui dans tous

ses procédés en conserve le caractere. Même ceux de cette classe, que le nouveau gouvernement a voulu s'attacher, en les rappelant de l'exil, ne regardent ce rappel que comme un devoir qu'il était obligé de remplir, mais ils lui reprochent de l'avoir rempli à moitié, et avec une cruauté qui en détruit tout le mérite, en ce qu'il ne leur a pas rendu leurs biens. Jamais ils ne lui pardonneront de leur avoir offert comme un bienfait, une existence qui est un tourment, puisqu'elle est sans fortune, sans honneur, sans influence et sans pouvoir. Tant qu'ils verront leurs possessions paternelles occupées par des acquéreurs que la révolution a mis à leur place, et que le gouvernement protége, ils ne lui seront point dévoués; ils ne le seront pas, quand il les rétablirait dans leurs domaines, car il leur reste encore beaucoup à desirer. Le petit nombre de ceux qui, issus de cette caste, tels que les Talleyrand, les Ségur, les Rochefoucault, se sont attachés au gouvernement du jour, est chargé de leur anathême et de tout leur mépris. Jamais les partisans de l'ancienne monarchie ne reconnaitront la nouvelle dynastie, dont Bonaparte se dit fondateur.

Une seconde classe est celle qui tient aux idées que la révolution a mises en vogue, soit qu'elles aboutissent à la République, soit qu'elles aient pour objet un gouvernement d'une nature analogue. Aucun partisan de ces sortes de systêmes ne peut approuver l'état actuel des choses. Le rétablissement du trône, après une longue et sanglante révolution, qui fut fait pour le renverser; le rétablissement d'une cour qui présente des abus plus nombreux et plus saillans que ceux qu'on avait reprochés à celle des anciens rois; la consolidation d'une famille étrangere, par des efforts extrêmes, auxquels on force la nation épuisée; le rappel violent de toutes les idées obsoletes et réprouvées par le cours du tems et les progrès des lumieres; voilà des griefs que ceux qui composent cette classe ne cesseront jamais de faire valoir contre le trône rétabli par Bonaparte sur les ruines de principes et d'espérances, achetés par tant de sacrifices. Cette classe, ainsi que la précédente, forment chacune un parti.

A-peu-près le même langage, mais par des motifs bien plus relevés et plus généreux, sera tenu par la troisieme classe, qui se compose de tous ceux qui raisonnent et réfléchissent et qui sans adhérer exclusivement à aucune forme de gouvernement particulier, demandent que le but du gouvernement soit le bien-être général, persuadés que celui des particuliers y tient Tous les gouvernemens leur sont bons, pourvu qu'ils soient fondées sur la justice et l'équité. Ce n'est pas cette classe d'hommes qui a demandé le trône; tel qu'il s'est relevé, elle ne peut l'approuver, puisqu'il n'est basé que sur l'egoïsme d'un seul, et qu'il n'a pas augmenté le bonheur des Français. Cette classe est la moins nombreuse en même tems qu'elle est la plus respectable; elle n'appartient à aucun parti et ne s'attacherait jamais à aucun. Sous tous les gouvernemens quelconques, elle fournit les meilleurs citoyens; ces Français ne se déclareront jamais contre le gouvernement actuel; mais le trône n'a pas été nécessaire pour eux!

Vient la classe la plus nombreuse, celle qui ne se détermine pas d'après des principes, ni par raisonnement, mais qui suit le sentiment confus de l'habitude et la pente des préjugés. Elle fait la comparaison de la cour et du trône, tels qu'ils

sont actuellement. avec ce qu'ils étaient autrefois. L'antique lustre de quatorze siecles environnait la dynastie royale, et l'auréole de St. Louis semblait ceindre le front de chacun des Bourbons; celui qui a pris leur place, on l'a vu sortir de la boue et chacun l'a vu s'élever sous ses yeux. Le prestige des tems passés ne regne pas ici, rien n'est laissé à l'imagination. Le dernier du peuple a vu les faibles commencemens de celui qui porte le sceptre; il l'a vu prendre sous ses yeux accroissement et force, et il croit y avoir contribué; il croit avoir une part à ce qu'il est, à ce qu'il a acquis, et il n'y a presqu'aucun individu qui ne se persuade d'avoir pu être amené, par des circonstances heureuses, au même degré de puissance et de splendeur. Cette opinion est surtout très-commune parmi les militaires. "Il fallait bien que ce fût un de nous," dit un jour un général lorsqu'il était question du rang auquel Bonaparte s'est élevé. La cérémonie du couronnement paraît à chacun une représentation d'opéra, et Bonaparte un empereur de théâtre. Ce qui renforce cette idée, c'est que Bonaparte n'a rien dans son physique qui prête à la représentation et qui puisse seconder les illusions de l'imagination; manquant de toute prestance n'ayant absolument ni tournure ni goût, il a l'air d'être masqué dès qu'il quitte son uniforme. La comparaison tourne toujours au désavantage de Bonaparte; il l'aurait évitée, en ne s'assimilant pas aux souverains légitimes. Consul, ou Grand-protecteur, ou Dictateur, il aurait paru plus grand, parce qu'il aurait été incommensurable, et des formes et alentours de nouvelle invention en auraient bien plus imposé que celles qui doivent le mettre sur la ligne des autres souverains. Le mot de cette bonne femme est caractéristique, qui, entendant dire que Bonaparte avait pris la couronne impériale, s'écria: "PAR DIEU, SI ÇA CONTINUE Bonaparte POURRA UN JOUR DEVENIR ROI DE FRANCE!" Il y a des classes à Paris qui gagnent par les dépenses de la cour, artisans, artistes, marchands; elles se félicitent de gagner; mais cette cour dont le lustre sort de leurs mains, les force de faire des rapprochemens au fond de leurs cœurs. . . . Trône pour trône—il n'y a pas de doute—on aurait préféré celui des Bourbons à celui des Bonaparte, et on le répete assez souvent et assez haut.

Tous les Français enfin, sans distinction d'opinions, forment une seule et même classe, lorsque, consultant leurs intérêts, ils se demandent: Qu'avons-nous gagné à ce trône? La réponse n'est pas en sa faveur. En comparant les charges aujourd'hui à celles d'autrefois, les Français n'ont point gagné au change.* Bien des reproches qu'on faisait aux impôts d'autrefois, sont applicables à ceux aujourd'hui, et ce qu'il y a de remarquable, autrefois il y avait des classes exemptes de toute imposition, et des classes qui étaient surchargées: ces dernieres se plaignaint, et avec raison; aujourd'hui, il n'y a d'exemption pour personne; tout le monde paye; tout le monde est surchargé; tout le monde se plaint, et a raison de se plaindre. Si la masse et la nature des charges les rend pesantes, ce qui en aggrave le fardeau, c'est l'esprit guerrier du gouvernement: pendant qu'il songe aux conquêtes, le commerce languit, aucune branche d'industrie ne prospere, et le crédit est anéanti. L'argent est d'une rareté effrayante, et à Paris le taux ordi-

* VOYEZ CHAPITRE *FINANCES*.

naire pour l'emprunteur est de 24 pour cent par année. Effet naturel d'un système de gouvernement oppresseur et militaire, qui quelqu'heureux qu'il pût être dans ses exploits, n'inspire pas la confiance et effarouche les arts de la paix. Les projets d'agrandissement et les vues d'envahissement continuelles du souverain-soldat font craindre pour l'avenir, et ne présentent que guerre et batailles dans le lointain. Quoique le nouvel empereur ait tâché de consolider son pouvoir par tous les moyens que la politique a pu conseiller, on ne regarde pas son trône comme inébranlable, puisque son fondateur a attiré sur lui, par la violence et la mauvaise foi qu'il met dans ses procédés, toutes les imprécations et toute la haine des puissances étrangeres, amies comme ennemis, protégées comme alliées : aucun Français ne se dissimule, que toutes, dès que les circonstances le permettront, prendront vengeance sur leur patrie par de nouvelles guerres.

D'ailleurs plus les entreprises de Bonaparte deviennent gigantesques, et plus la crainte s'accroit qu'elles ne s'écroulent un jour sous le poids de leur propre grandeur. A cette crainte se joint la pensée que tout ce qui a été fait et entrepris, que tout le nouvel ordre des choses, ne repose que sur une seule tête. On regarde autour de Bonaparte, et parmi ceux qui portent son nom, ou celui de son épouse, l'on n'aperçoit pas un seul homme capable de maintenir l'immense édifice, élevé par la plus grande témérité des conceptions, par la plus infatigable activité, et avec une force de volonté qui subjugue toutes résistances. La perspective de l'avenir n'est point rassurante et elle jette de l'incertitude dans toutes les affaires, de la méfiance dans tous les cœurs, et rend toutes les existances précaires. Ces calculs sont tous en défaveur du trône, mais ils sont naturels, se présentent à tous les esprits et forment la politique du jour de chacun. On conçoit que sous un gouvernement, où l'on est forcé à calculer ainsi, on regrette celui où l'on se reposait en paix sur sa durée. De là tous les états sont en souffrance, tous les intérêts se trouvent lésés, et les forces sont frappées de langueur.

On citera des exceptions; mais doit-on les faire entrer dans la balance ? Paris en particulier se ressent agréablement des dépenses que fait la cour, et par elle-même, et par celles des personnes y attachées.— Paris se plaint lorsqu'elle se trouve absente et désire son retour, c'est naturel. Mais pendant que Paris trouve son compte d'avoir un trône dans son sein, les villes de province languissent et y envoyent avec douleur leurs especes se précipiter annuellement dans ce gouffre qui en fait si peu refluer vers elles. Paris n'est point la France. Outre ceux qui sont intéressés au nouvel ordre de choses par rapport à leur industrie, d'autres le sont, parce que toute leur considération et leur existence y sont liées, ce sont les grands fonctionnaires d'état, sénateurs, conseillers d'état, membres du corps législatif, tribuns et tout au plus les préfets.— Ayant soutenu le gouvernement dans sa fondation, ils doivent en suivre toutes les chances, et périr avec lui. —Les petits fonctionnaires, tels que les sous-préfets, juges et autres, sont si mal payés,qu'aucun changement ne doit les effrayer car sous aucun gouvernement ils ne pourraient être plus mal salariés qu'ils ne le sont sous celui du jour. Dailleurs leur utilité leur donne l'espoir de la conservation et d'un mieux-être.—— Quant aux militaires, tout gouvernement a besoin d'eux et tout gouvernement doit les payer. Au reste, tous

ces gens salariés par le gouvernement, civils en militaires, ne forment qu'une infiniment petite minorité, et leur voix, fût-elle unanime en faveur du trône, ne décide pas la question. Mais la grande majorité des Français, cette majorité qui ne vit pas du gouvernement, mais qui le fait vivre par le tribut de ses forces, en juge bien autrement, etc. etc. etc.

(*La* CONTINUATION *dans les Numéros suivans.*)

SPECTACLES DE PARIS.

Le ballet de *Persée et Andromede* a été comme nous l'avons déjà dit, dessiné sur le plan de *Persée*, opéra de QUINAULT. Mais M. GARDEL a judicieusement réformé tout ce qui dans une action pantomime aurait produit de l'obscurité, notamment le ridicule amour de Mérope, sœur de Caniope, pour le fils de Jupiter. Du reste, l'effroi que cause l'arrivée des Gorgones, la demande que *Persée* fait de la main d'*Andromede*, pour prix de la mort de Méduse, l'intervention de Mercure, des Cyclopes, et de plusieurs nymphes guerrieres qui apportent des armes au héros, l'ascension de Persée emportant la tête de Méduse, l'enlevement d'Andromede par les Tritons, l'apparition du monstre prêt à dévorer cette malheureuse princesse, la mort de cet horrible animal tué par Persée, la derniere tentative de Phinée, et sa subite pétrification, en un mot tout ce qu'il y a d'intéressant dans la piece, nous est réproduit dans le ballet ; de sorte que les parodies de Persée, opéra, se trouveraient aujourd'hui presque entierement applicables à la nouvelle production de M. GARDEL.

Ces parodies sont au nombre de quatre: *Persées le cadet*, *Arlequin Persée*, *le Mariage en l'Air*, *et le Polichinelle Persée*. La seconde est incomparablement la meilleure: on y reconnaît toute la gaieté et l'originalité grivoise de Fuzelier.

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en leur offrant cet échantillon de l'ancienne gaieté française, qui n'est certainement pas le même que Napoléon remarque à Paris.

Voici comment il parodie les principaux incidens de l'opéra.

On entend de la rumeur derriere le théâtre, c'est l'arrivée de trois Gorgones. Amphimedor, porteur d'eau, vient annoncer que Méduse paraît, et qu'elle a déjà transformé un greffier en caillou ; *Voyez le beau miracle*, dit Andromede ; cela est physique, répond Phinée, la tête de Méduse durcit les objets à proportion de la disposition qu'ils ont à la dureté. " Elle changera un usurier en marbre, tandis qu'une actrice d'Opéra ne sera transformée qu'en moëllon."

Dans une autre scene, Andromede veut détourner son amant du projet de combattre Méduse. Non non, répond le héros, je veux absolument couper la tête de cette carogne là ; sans cela le royaume ne serait bientôt plus qu'une carriere.

Au moment où Mercure et les Cyclopes viennent armer Persée, qui est las de rester sur ses jambes, ce prince demande un fauteuil.— " Comment! un fauteuil, dit Mercure, on n'en donne point aux héros d'opéra, ils s'habillent debout comme des clercs.

Après la cérémonie de la toilette, on presse Persée de partir :

PERSÉE.

" Où donc est la voiture ?

MERCURE.

" Votre voiture est à vos talons ; ce sont des ailes comme les miennes.

PERSÉE.

" Eh ! mais ces ailes ne sont propres tout au plus que pour une hirondelle."

Les Gorgones se couchent et s'endorment toutes trois sur le même rocher, Mercure appelle Persée.

AIR.

RÉVEILLEZ-VOUS, BELLE ENDORMIE.

—Venez vite assommer la bête.
—Mais où pourrai-je m'en aller,
Si quand j'aurai coupé sa tête
Elle vient à se réveiller?

Enfin Persée s'approche des Gorgones endormies : " Voilà de jolies princesses à surprendre . . . . . Morbleu, si j'allais être pétrifié . . Il me semble déjà que je durcis, je n'ai pourtant point regardé Méduse; cherchons sa tête . . . . Ah! je la tiens, et je l'ai coupée net comme un navet."

Du moment où la princesse va être dévorée, Persée paraît en l'air, une ligne à la main, pour pêcher le monstre; à son second vol, il a un filet au bout d'une perche, et au troisieme, une broche qu'il passe à travers la gueule de l'animal; le chœur bat des mains et chante ;

Elle est morte la vache à pannier,
Elle est morte, il n'en faut plus parler.

Persée a beaucoup de peine à délier Andromede; il y parvient enfin; mais il s'écrie: Ah! les chiens de Tritons, ils n'avaient pas épargné la ficelle.

Phinée survenant à la fin de la piece, pour tâcher d'immoler Persée, on lui fait observer qu'auparavant il abandonnait assez tranquillement sa maîtresse. " Oui, répond-il, je la cédais au monstre, mais non pas à mon rival;" épigramme fine et bonne critique.

Voici le compliment que Persée adressait ensuite au parterre :

MESSIEURS, si notre parodie vous déplaît, souvenez-vous que vous avez vu la tête de Méduse et que vous ne devez pas souffler; mais si nous avons eu le bonheur de ne pas vous ennuyer, montrez que vous n'êtes pas des pierres de taille, et que vous avez encore l'usage de vos mains.

RÉSUMÉ POLITIQUE.

EXTRAIT

D'UNE LETTRE AUTHENTIQUE.

CADIX, LE 21 JUILLET, 1810.

MON CHER AMI,

Comme vous pouvez désirer d'avoir des informations sur lesquelles vous puissiez compter, je profite de cette occasion pour vous écrire de Cadix, qui offre dans le moment actuel un spectacle singulierement intéressant.— Je suis revenu hier au soir des avant-postes, où j'ai eu occasion de voir fréquemment BLAKE et d'autres personnages, dont vous avez sans doute entendu beaucoup parler.— BLAKE a sous ses ordres, à Isotas, une armée de 23,000 hommes; Cuesta commande ici, et Castanos est à la tête de la Régence. Le bruit court que Castanos quitte la présidence de la Régence, et qu'il sera remplacé par l'Evêque d'Orense. Ce prélat peut avoir des talens et une bonne réputation, mais il a contre lui son âge, ayant plus de 76 ans.

Nous avons de tems en tems de très-fortes cannonades des batteries qui sont autour de nous; et hier nous avons fait un feu violent du Puntales sur les ouvrage de l'ennemi près du Trocadero. Son grand objet est de s'établir à Matagorda, d'où nos troupes ont été dernierement délogées avec perte, et la forteresse réduit en un monceau de ruines.

Matagorda sera une position difficile à garder par les Francais, car il existe plusieurs ouvrages d'où l'on peut la battre avec un grand nombre de canons. Il s'agira alors de savoir si, en érigeant des batteries à mortier sur le bord de la mer, ils pourront bombarder efficacement la ville.

On ne craint pas de manquer d'eau. La sai

son ayant été pluvieuse, les habitans ont eu grand soin de remplir les réservoirs. L'ennemi est très-mécontent du genre de guerre qu'il est dans la nécessité de soutenir.

On assure que depuis deux mois l'ennemi a perdu 7,000 hommes de troupes d'élite devant Cadix et dans l'Andalousie. D'après tous les renseignemens, il a perdu en Espagne plus de 150,000 de ses meilleures troupes. Les officiers et les soldats ne peuvent jamais aller qu'en grand nombre. S'ils sont seuls ou peu nombreux, ils sont immolés par quelques uns des détachemens multipliés des Espagnols. En apparence, ils prennent les villes sans résistance ; mais ils ne peuvent les garder, et généralement tous les détachemens qu'ils y laissent sont détruits. Les déserteurs, qui arrivent journellement en grand nombre à Gibralter, donnent de tristes détails sur la situation des Français.

Il est impossible de décrire l'air dur et sauvage des montagnards Espagnols. Ils amenent journellement des prisonniers à Gibralter, apportant des trophées des Français qu'ils ont tués, tels que des chevaux, des casques, des uniformes, etc. Enfin, des paysans qui se couvraient ci-devant de peaux de mouton, sont aujourd'hui complétement accoutrés en uniformes Français. Le corps des Albuxanos occupe les Grenadines et la chaîne des montagnes qui depuis Marbellas, traverse Rondas et Grenade, et détruisent les Français dans toutes les directions vers l'Est; tandis que les Serranos ou montagnards de la Sierra Morena, harcelent l'ennemi, et font sans cesse des courses destructives sur les troupes qui sont à l'Ouest. —L'armée du maréchal Ney, près de Salamanque, est en très-mauvais état.

Les affaires des Français ne prosperent pas autant près de Cadix qu'on l'aurait cru, d'après les hordes de soldats qu'ils y ont envoyées récemment. Les insurgens dans les montagnes de cette province, dans la Manche, aux environs de Madrid et en Biscaye, sont nombreux et entreprenans. Chaque jour des détachemens Français sont taillés en pieces et les malles sont a chaque instant interceptées et conduites ici.

Enfin les Cortés seront sûrement assemblés. Les mandats sont sous presse, et le jour fixé est, dit-on, le 2 d'Août, Avant cette époque la Régence se transportera dans l'île de Léon, afin que l'assemblée dans cette ville ne soit pas soumise à l'autorité et au contrôle du pouvoir exécutif suprême ; on dit même que, suivant les lois, toutes les troupes de ligne doivent en sortir, de sorte que notre garnison ne sera composée que de volontaires et miliciens. Les Américains, autant qu'on a pu le savoir jusqu'à présent, reconnaissent la Régence ; et ils approuvent particulierement et s'engagent à appuyer les mesures adoptées et les plans proposés par la Junte de Cadix.

On n'éprouve à Cadix aucune disette de vivres: un grand nombre des objets de premiere nécessité sont a plus bas prix qu'avant le siége. La farine, dont on commençait à manquer, nous arrive maintenant, en grande quantité, d'Amérique. Le vin, après l'immense consommation qui s'en fait, serait l'article le moins abondant dans les magasins, s'il y avait moins d'endroits d'où l'on peut en tirer. Presque chaque marée amene 40 à 50 bâtimens, gros ou petits, sans qu'ils puissent être inquiétés par les Français. Ajoutez à cela que de nouvelles lignes et redoutes s'achevent dans l'île de Léon et que les Français, depuis la prise de Matagorda, n'ont pas pu avancer d'un pouce, ni incommoder la ville ou la baie, tandis que nous recevons chaque jour des approvisionnemens de toute espece.

Nous apprenons (dit le *National Intelligencer*) que M. WILLIAM BROWN, en dernier lieu *Collecteur* à la Nouvelle-Orléans qui s'absenta de ce pays lorsqu'il avait en sa possession des sommes considérables appartenantes au trésor public, est à présent à Washington.

Nous apprenons par un Monsieur arrivé de Vera Crux, que le Vice-Roi du Méxique avait envoyé au gouverneur de Maracaybo de l'argent, des armes et munition, afin de le mettre en état de résister aux rébelles de Caraccas, lesquels on se proposait de réduire à la soumission. Le *Bulwark* vaisseau de 74 cannons était sur le point de faire voile, ayant à bord les Députés du Mexi-

que aux Cortes Espagnols, et devait toucher à la Havanne pour prendre ceux de l'Ile de Cube. Les Méxicains avaient envoyé deux bâtimens chargés de poudre à cannon (manufacturée dans le Méxique) comme un présent aux patriotes Espagnols de la Mere-Patrie et avaient souscris vingt millions de piastres qui devaient être envoyés sous peu en Espagne.

Extrait d'une lettre très récente de

CADIX.

Notre situation est telle qu'elle n'offre que bien peu de variété ; les batteries font feu le matin, le soir et puis encore la nuit. Nous n'avons pourtant pas encore perdu un pouce de terrain, quoiqu'on nous dise que le fameux maréchal Le Fevre a pris le commandement de l'armée assiégeante, et qu'il s'est engagé à prendre Cadix dans un mois. Il y en a plus de six que l'ennemi est devant l'Isla et bien loin d'avoir fait un pas en avant, je calcule qu'il a reculé de 1000 toises des positions qu'il avait occupées lors de son arrivée. Il s'occupe à construire de fortes redoutes; en général nous le voyons tellement agir sur la défensive que nous sommes tentés de croire que ses forces sont bien moins considérables qu'on le dit.

Les soldats espagnols sont de fort belles troupes et se sont conduits d'une maniere distinguée toutes les fois qu'ils ont été bien menés par leurs officiers. Le Général BLAKE a introduit parmi eux la discipline la plus rigoureuse ; il les a fait exercer et assister à la parade, ce qui avait été totalement négligé parmi eux jusqu'à présent. Je ne puis pas dire exactement leur nombre, mais je croirais qu'il est de 10 à 12 mille hommes. Il en arrive journellement qui sont ramassés le long de la côte et que les embarquations amenent à Cadix. Il y a ici un nombre prodigieux d'officiers-généraux et autres sans emploi. On en a fait partir en dernier lieu 700 pour Minorque, afin d'y organiser des recrues sur tous les points de la côte où il se formera des corps. Malgré cette expédition, la ville est encore encombrée de ces messieurs. Depuis que les troupes britanniques sont ici, les troupes espagnoles ont beaucoup gagné en apparence ; elles s'habillent autant que possible comme les nôtres, et elles ont aujourd'hui fort bonne mine.

Nous fortifions autant que nous le pouvons nos positions. Nous faisons une seconde ligne de défense qui consiste en redoutes. Nos troupes y travaillent depuis quatre heures du matin jusqu'à sept heures du soir, ne prenant de repos que pendant la grande chaleur du jour. On nous regarde comme une division de l'armée de Lord WELLINGTON. Quoique les Français soient extrémement tranquilles et ne paraissent occupés qu'à se retrancher, ce calme apparent pourrait bien être suivi avant peu d'un violent orage.

Des Lettres que nous avons reçu du Cap Henri, en date du 29 Août, et d'autres du Port au Prince, en date du 8 Septembre ne font aucune mention du combat dont les gazettes ont parlé et nous avons des raisons non suspectes, pour croire que, la nouvelle de cette bataille est absolument controuvée, et ne peut avoir pour objet que quelques spéculation particuliere.

—

Les pertes parmi les différentes armées françaises (dit un papier de Londres,) ont été si grandes depuis

l'accession de Bonaparte au pouvoir impérial, que suivant un recensement récent, fait avec exactitude de la population actuelle de la France, il parait que les femelles excédent les mâles en nombre de plus de *Cinq Millions ! ! ! !*

—

Toutes les personnes qui étaient dans l'expedition du Général Miranda ont été mises en liberté par ordre du nouveau gouvernement de Caraccas, six desquelles sont arrivées à la Jamaïque. Toutes les personnes emprisonnées sous l'ancien gouvernement ont aussi été mises en liberté.

—

Le Pavillon Britannique flotte sur le château de Pensacola. L'*Augusta Chronicle*, du 22 Septembre, dit: " Nous tenons cette nouvelle d'un Monsieur venu en dix sept jours de ce quartier."

—

Une Société à été établie à *Pittsburg*, dans cet état, sous le nom de "COLUMBIAN SOCIETY OF VIRTUOSI," son objet est de colecter et examiner une portion des quantités infinies, des Mineraux et Végétaux dont les régions étendues de ce pays abonde.

—

Le Correspondent de Dublin annonce à la date du 24 Août que Bonaparte avait supprimé le Moniteur d'Amsterdam, et qu'il était déterminé d'exclure tous les imprimeurs dans ses domaines, à l'exception de ceux qu'il tient directement dans les griffes de ses Aigles et de ses Aiglons.

—

Malgré les sourdes menées des *factieux démagogiques*, les Elections de Philadelphie, se sont faites dans le meilleur ordre possible, et le choix des Membres du Congrés et de la Législature donne toujours plus à connaitre le bon esprit qui anime les habitans de cette intéressante Ville. Nous osons même assurer d'avance, que malgré toute l'astuce et la ruse du Machiavelisme des Istrions de Napoléon, qu'elle sera toujours à la hauteur des vrais principes de la saine raison.

—

Le Synode Catholique d'Irelande a publié un Protêt contre la dégradation et l'emprisonnement du Pape PIE VII par Bonaparte,

—

Par l'arrivée du Capitaine Dodge à Alexandrie en 37 jours de Lisbonne, nous apprenons verballement que les deux armées hostiles en Portugal étaient à une très petite distance l'une de l'autre et que leurs postes avancés étaient à portée de voix les uns des autres ; cependant l'on doutait fort qu'il se livrat une bataille cette saison. Si toute fois une bataille a lieu elle décidera du sort du Portugal. Les Portugais et les Anglais étaient plein de courage. Les vivres parmi les troupes françaises étaient extrêmement rares et les désertions très fréquentes. On rapportait qu'une partie de l'armée française qui assiégeait Cadix était allé joindre l'armée en Portugal. La farine se vendait depuis 16 jusqu'à 25 piastres à Lisbonne.

—

Dans la Jamaïque plusieurs lacs se sont formé d'eux mêmes vers Riolle dans la Paroisse de Ste Anne et dans un autre endroit appelé Vere. Ils continuaient à augmenter aux dernieres dates. Le premier couvre déjà une étendue de près de mille arpens de terre.